

Basse-Terre, le **09 JUL. 2018**

**Pôle Domanial et Politique Immobilière de l'Etat**  
A l'attention de Monsieur GUIEBA Max  
Centre des Finances Publiques de Desmarais

**97100 BASSE-TERRE**

**Affaire suivie par :**  
Service Assainissement

**Service :**  
Régie Assainissement

**E-mail :**  
[assainissement.casbt@gmail.com](mailto:assainissement.casbt@gmail.com)

**N/Réf :** LMC/HM/RI/AL/NL/ 2018 – 7246 - 260 – 2018

**V/Réf :**

**Opération :** Vente France DOMAINE Etat

**Objet :** Contrôle Système Assainissement dans le cadre d'une Vente

Monsieur,

Suite à votre demande, nous avons l'honneur de vous adresser le résultat du contrôle effectué par notre service public d'assainissement dans le cadre de la vente de l'immeuble appartenant à France Domaine Etat sis 1, Impasse des Orangers – 97120 SAINT-CLAUDE - Cadastré BE n°239.

Nous vous confirmons, à ce propos, que le dispositif d'assainissement existant est un équipement collectif. Cet appartement se trouve dans un immeuble qui est raccordé au réseau collectif. Le contrôle de ce raccord a été effectué le 07 Juin 2018 et celui-ci est conforme à la législation en vigueur.

Nous vous prions de croire, Monsieur, en l'expression de notre considération distinguée.

Le Président,

Pour le Président en délégation  
Le 11/07/2018

**Madame Lucette MICHAUX-CHEVRY**

**CONFORMITE DE LA PROPRIETE  
 EN APPLICATION DE LA LOI N° 92-3 DU 3 JANVIER 1992 SUR L'EAU**

<b>Nature du dispositif de traitement des eaux usées :</b>	individuel	tout à l'égout ou traitement collectif
	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

<b>Service chargé du contrôle d'assainissement</b> Si service Autre, précisez : <b>Régie Assainissement CAGSC</b>	la commune	Autre
	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

**Assainissement Collectif**

	OUI	NON
<b>La propriété est-elle effectivement bien raccordée à un réseau collectif ?</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- si oui, le contrôle de ce raccord a-t-il été effectué ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- si oui, à quelle date ? <b>07 Juin 2018</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- est-il conforme à la législation ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- si non, quelles sont les sources de dysfonctionnement ou obligations de remise en état ?		
- Le délai de 2 ans de l'article L1331-1 Code santé publique est-il expiré ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

**Assainissement non collectif**

	OUI	NON
<b>La commune a-t-elle mis en place un dispositif de contrôle par anticipation ?</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- si non, le contrôle de l'installation a-t-il été effectué ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- si oui, à quelle date ?		
- est-il conforme à la législation ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Nature du dispositif autonome		
- si non, quelles sont les sources de dysfonctionnement ou obligations de remise en état ?		

**Le 26 Juin 2018**

(Signature et cachet de la CAGSC)

H. MICHON